

Initiatives ministérielles

créés. Mais d'un autre côté, on dit qu'il ne s'agit pas de jobs, mais de «jobettes» qui incluent également les préposés au nettoyage dans les différentes compagnies pharmaceutiques. On peut toujours prétendre que cela ne fera pas mal, mais je vous ai cité, monsieur le Président, un chiffre provenant, non pas du côté libéral, pas plus que du côté néo-démocrate ni du côté conservateur, et même pas du côté du gouvernement canadien, mais de celui des Américains qui disent: «Avec ce projet de loi C-91, on va gagner un milliard de dollars de plus».

J'ai été déçu quand mon collègue de Winnipeg a répliqué à cela en disant: «Voyons donc! Comment peut-on faire confiance aux Américains?» Vous prétendez, vous ici à la Chambre des communes, que les Américains font partie du *evil empire*. Vous prétendez que ce ne sont pas des gens à qui on peut faire confiance. Je ne demande pas à qui que ce soit de faire confiance à tous les Américains, mais de faire confiance au moins aux chiffres qui sont cités dans un journal réputé, comme le journal *The New York Times*. Il s'agit de chiffres qu'on y a cités hier, mais aujourd'hui, je n'ai pas vu de rétractation. Je n'ai pas entendu ce gouvernement demander de rétractation de la part de ce journal! Ces chiffres demeurent donc là et ils signalent que cela va nous coûter un milliard de dollars de plus.

Alors, je termine en disant que les gens qui nous écoutent, qui nous voient, vont chercher à savoir s'il faut croire les Libéraux, les Conservateurs ou les Néo-démocrates. Il n'est pas nécessaire de nous faire confiance non plus, mais allez voir les prix des médicaments, parlez avec votre pharmacien, mais surtout avec votre médecin, parce que lui aussi vous dira que c'est un projet de loi inutile, c'est un projet de loi qui va ouvrir tout un champ d'activités des produits pharmaceutiques à un certain banditisme et que cela va créer la loi de la jungle, mais que surtout, cela n'effectuera pas seulement les gens âgés, mais tout le monde. C'est ce que je trouve dégueulasse!

Ce gouvernement aurait dû, même s'il a fait des promesses aux compagnies pharmaceutiques, dire à ces dernières: «Merci pour toutes vos donations, mais on a fait notre possible et il nous a été impossible d'adopter ce projet de loi. Attendez la prochaine élection et peut-être qu'après cela, on soumettra à nouveau ce projet de loi». Mais il ne faut pas adopter ce projet de loi présentement, parce qu'il va à l'encontre de la santé des Canadiens.

[Traduction]

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir intervenir dans le débat et je commencerai par poser une question toute simple: Comment se fait-il que parvenu à la dernière extrémité, à la fin de son mandat, le gouvernement présente une mesure qui soit si destructrice et si nuisible

au bien-être du pays? Pourquoi croit-il avoir un mandat pour aller si complètement à l'encontre des intérêts du grand nombre de Canadiens qui comptent sur des soins de santé convenables et sur des médicaments à prix abordables? À qui en fait rembourse-t-il une dette? À qui rend-il des comptes à ce sujet? Il n'y a clairement rien dans le projet de loi qui justifie la décision draconienne de rejeter ce qui a été un des éléments les plus utiles de la législation sociale que le Canada ait eu depuis 20 ans.

Je me trouvais ici à Ottawa quand a été présenté le projet de loi concernant l'octroi obligatoire de licences. J'étais adjoint spécial au ministre de la Consommation et des Corporations, l'ancien chef du Parti libéral, lorsque nous avons présenté ce projet de loi. Je me rappelle très bien le débat qu'il a suscité à l'époque et son étude en comité, car j'avais pour tâche de surveiller ce qui se passait. Je me rappelle quelles étaient les conditions en 1968: les grandes sociétés pharmaceutiques exploitaient impitoyablement les consommateurs en exigeant des prix exorbitants, sans manifester le moindre sens des responsabilités. Elles ne fournissaient tout simplement pas un produit quelconque, mais un produit vital pour des centaines de Canadiens qui ont besoin de leurs médicaments.

Or le gouvernement actuel veut revenir exactement à l'ancien système. Il veut retourner 20 ans en arrière. Encore une fois, il faut nous demander pourquoi. Pour quelle raison? Qu'est-ce qui a bien pu lui prendre de présenter pareille mesure?

Ce n'est pas très difficile à comprendre, il suffit de lire l'Accord de libre-échange nord-américain pour se rendre compte qu'il s'agissait d'une condition exigée par le gouvernement Bush des États-Unis, qui a maintenant été défait, pour signer l'accord, et le gouvernement canadien a été d'accord. C'est le coup classique de la trahison pour des pièces d'argent. Si l'on veut savoir pourquoi il faut s'opposer vigoureusement à l'Accord de libre-échange nord-américain, c'est parce qu'il comporte des dispositions comme celle-là qui vont totalement à l'encontre des intérêts des Canadiens. Ce n'est pas la seule disposition néfaste que recèle cet accord, mais il s'agit de la plus flagrante et de la plus nuisible, car elle s'attaque à la santé même des Canadiens.

Mon collègue a parlé de l'analyse économique générale faite par des Américains et des 400 millions de dollars supplémentaires qu'on dépensera annuellement pour les soins de santé à un moment où le système de santé est déjà surchargé. N'est-il pas intéressant de constater que nous rejetons le système d'octroi de licences obligatoires au moment même où les Américains examinent ce système pour voir si c'est une façon efficace de réduire le coût des soins de santé? En fait, en regardant l'impact des élections aux États-Unis, je dirais que le président élu